



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°578 du 28 mai au 3 juin 2026

INTÉGRATION AFRICAINE
LES FRONTIÈRES RÉSISTENT

LIGUE 1 PRO
LE DJOLIBA EN PATRON



JOURNÉE DES CASQUES BLEUS

LE CASQUE VIDE

L'après-MINUSMA laisse entière la question du relais sécuritaire. La Journée des Casques bleus, le 29 mai, relance le débat sur la protection des civils et la stabilisation du Sahel.

GRATUIT

Ne peut être vendu



LES PHASES FINALES DES LE 5 MAI SUR **CANAL+ SPORT**



EN MAI, NE SOYEZ PAS HORS-JEU

LE DECODEUR HD

1000 FCFA TTC*

PARABOLE + INSTALLATION OFFERTES

TOUTES LES CHAÎNES

+ DSTV ENGLISH PLUS

POUR **2000** FCFA TTC**

DE PLUS SUR VOTRE REABONNEMENT

36 555

COÛT D'UN APPEL LOCAL SELON VOTRE OPÉRATEUR

* Offre valable du 30 avril au 31 mai 2026 dans la limite des stocks disponibles, pour tout nouvel abonnement à partir de deux (2) mois à la formule ACCESS. Parabole et installation offertes. Voir tarifs et conditions auprès de votre distributeur agréé.
 ** Offre valable du 30 avril au 31 mai 2026. Réabonnez-vous à votre formule habituelle en ajoutant 2000 FCFA, et profitez de toutes les chaînes et de l'option DSTV ENGLISH PLUS pendant 30 jours. Offre valable 1 seule fois sur la période.

ÉDITO

Parler n'est pas informer

Dans un pays fragile, la parole publique n'est jamais un simple bruit. Elle peut éclairer, rassurer et rassembler. Elle peut aussi diviser, enflammer et ouvrir la voie aux malentendus les plus dangereux. Au Mali, les réseaux sociaux ont donné à chacun la possibilité de s'exprimer. Cette liberté est précieuse et personne ne doit la mépriser. Mais elle devient préoccupante lorsque des sujets sensibles de l'État sont transformés en scènes de spectacle, commentés sans recul, sans information vérifiée, sans compétence particulière et parfois sans le moindre sens de la responsabilité. Sécurité, diplomatie, justice, armée, cohésion nationale ou stabilité des institutions ne peuvent pas être traitées comme des faits divers. Le problème n'est pas que des citoyens donnent leur avis. Le problème commence lorsque l'opinion se présente comme une vérité, lorsque la rumeur devient accusation, lorsque l'ignorance prend le ton de l'expertise et lorsque le buzz remplace la prudence. Dans le contexte actuel, une parole légère peut avoir des conséquences lourdes. Une phrase mal maîtrisée, une insinuation, un montage, un appel voilé à la haine ou à la violence peuvent troubler l'ordre public et fragiliser davantage la confiance collective. Là où des tensions existent déjà, la moindre étincelle peut provoquer un incendie. L'État doit donc assumer pleinement sa part. Il lui revient d'informer plus vite, d'expliquer plus clairement, de démentir sans tarder les fausses nouvelles et de rappeler les limites fixées par la loi. Réguler ne signifie pas étouffer la liberté d'expression. C'est protéger l'espace public contre les dérives qui menacent la paix sociale. Certes, parler est un droit, mais informer exige de la responsabilité. Dans un pays en quête de stabilité, cette différence doit être comprise par tous.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

746 millions

C'est le montant, en francs CFA, de la dette de la Fédération malienne de football, révélée par son nouveau président, Mahazou dit Baba Cisset.

ILS ONT DIT...

- « Le leadership doit être fondé sur la compétence, l'éthique et le sens de la responsabilité. Aucune structure ne peut prospérer durablement sans des dirigeants capables d'inspirer, de décider et de porter une vision », a déclaré **Moussa Alassane Diallo, ministre de l'Industrie et du Commerce**, lors du lancement du Club des Managers du Mali, le 23 mai 2026 à Bamako.
- « Le panel a mal interprété son mandat, mal jugé les informations qui lui ont été soumises et mal interprété les quatre accusations portées contre moi. Je ne fais pas cette demande à la légère », a déclaré **Cyril Ramaphosa, président sud-africain**, dans sa requête au tribunal contre une procédure de destitution engagée contre lui, le 26 mai 2026.

RENDEZ-VOUS

28 - 30 mai 2026 :

Grande Kermesse, Espace vert Mamadou Diallo, Badialan I, Bamako

31 mai 2026 :

Finale de la Basketball Africa League, Kigali, Rwanda

30 mai - 2 juin 2026 :

Championnat d'Afrique de taekwondo, Palais des Sports, Bamako

4 - 5 juin 2026 :

Arab African Energy Finance & Investment Forum, Dakar, Sénégal

UN JOUR, UNE DATE

28 mai 1964 : L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est fondée à Jérusalem, sous l'impulsion de la Ligue arabe.



L'acteur malien **Habib Dembélé**, dit **Guimba National**, a remporté le prix du Meilleur acteur au Diversity in Cannes Short Film Showcase 2026, en marge du Festival de Cannes.



Oumar Mariko et **Étienne Fakaba Sissoko** ont été inscrits, le 22 mai 2026, sur la liste nationale des sanctions financières ciblées au Mali, pour des faits présumés de soutien ou d'apologie de groupes armés.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, recevant le Pr Abdoulaye Djimé, distingué par le Prix Noguchi pour la recherche médicale en Afrique et désigné membre du Conseil scientifique consultatif du Secrétaire général des Nations unies, le 26 mai 2026 à Koulouba.

CASQUES BLEUS : APRÈS LA MINUSMA, LE SAHEL CHERCHE SON MODÈLE

La Journée internationale des Casques bleus aura une résonance particulière au Mali, près de deux ans et demi après le départ de la MINUSMA. Son retrait n'a pas clos le débat sur la protection des civils, la stabilisation des territoires et la place des réponses africaines dans les crises sahéliennes.

MASSIRÉ DIOP

Le 29 mai de chaque année, le monde rend hommage aux Casques bleus tombés en mission et à ceux déployés dans les zones de crise. Au Mali, cette journée ouvre surtout le débat laissé par le retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), achevée fin décembre 2023 après dix ans de présence. Les violences contre les civils, les axes routiers et les circuits économiques montrent que la stabilisation reste un chantier ouvert. Déployée en 2013, après l'effondrement sécuritaire de 2012, la MINUSMA avait reçu un mandat large, de l'appui politique à la protection des civils, au retour de l'État, aux droits humains et à la stabilisation. Son architecture multidimensionnelle reposait sur une conviction simple : la paix ne se construit pas seulement par la force, mais aussi par les institutions, la justice, le dialogue, les services publics et la confiance entre l'État et les populations. Le terrain malien a pourtant exposé les limites de ce modèle. La mission n'était pas une force antiterroriste, alors que la menace venait de groupes jihadistes mobiles, capables d'attaquer des camps, de frapper des convois et d'exploiter les tensions locales. Dans plusieurs régions, les populations attendaient une protection immédiate que le mandat et les moyens ne permettaient pas toujours d'assurer.

Héritage Alassane Maïga, spécialiste des dynamiques de conflits au Sahel, invite

toutefois à ne pas réduire la MINUSMA à sa seule dimension militaire. Malgré ses résultats sécuritaires jugés insuffisants, la mission soutenait la résilience communautaire par l'emploi local, les travaux à haute intensité de main-d'œuvre, les projets à impact rapide et la réhabilitation d'écoles, de centres de santé ou de commissariats. Cette action contribuait, selon lui, à réduire « le stress social, les vulnérabilités institutionnelles et les violences structurelles ». Le départ de la mission a refermé une période sans régler les causes profondes de la crise. Les attaques coordonnées du 25 avril 2026 ont montré que les groupes armés peuvent frapper du Nord et du Centre jusqu'au cœur politique et militaire du pays. La violence ne se limite plus aux zones rurales ou frontalières. Elle touche aussi les villes, les marchés, les routes, les convois et les symboles de l'État. Stabiliser suppose de sécuriser les axes, protéger les dé-

« La réponse militaire non accompagnée crée précisément les conditions de sa propre inefficacité. »

placements, maintenir les flux de marchandises et empêcher que la peur ne devienne un instrument de contrôle. En ciblant camions, bus et convois de carburant, les groupes armés transforment la pression militaire en pression sociale et économique.

Terrain Pour Bréhima Ely Dicko, sociologue, les réponses sécuritaires échouent lorsqu'elles traitent la violence sans s'attaquer aux inégali-



Près de trois ans après le départ des casques bleus du Mali, les violences persistent.

tés, à la marginalisation des communautés et à la crise de légitimité de l'État. « Au Mali, la sécurité ne se décrète pas, elle se construit par la justice sociale, l'accès aux ressources et la reconnaissance des identités locales », estime-t-il. Les tensions intercommunautaires sont, selon lui, à la fois « un accélérateur et un produit de la crise », instrumentalisées par les groupes armés avant de développer leur propre dynamique de méfiance et de compétition pour les ressources. Ainsi, la table-ronde organisée

dialogue local et la prévention. La MINUSMA n'était pourtant pas une mission légère. Créée en 2013 par la Résolution 2100 du Conseil de sécurité, elle relevait du Chapitre VII de la Charte des Nations unies, ce qui lui donnait une base robuste pour protéger les civils, appuyer la stabilisation et soutenir le retour de l'État. Mais ce cadre autorisait seulement l'usage de la force pour défendre le mandat, dans un contexte de légitime défense, sans faire de la mission une force antiterroriste.

le 21 mai par WATHI et Open Society Foundations sur les perspectives de paix au Sahel a replacé le débat plus largement, notamment autour des rivalités d'influence, de la fragilisation du multilatéralisme, des recompositions régionales et de l'affaiblissement de l'autorité publique. La paix apparaît ainsi moins comme le résultat d'une victoire militaire fondé sur la gouvernance, la justice, les services publics, le

Mandats Cette ambiguïté a nourri les frustrations, beaucoup attendant d'une mission robuste une réponse plus offensive au terrorisme. C'est dans ce décalage que revient le débat sur le Chapitre VIII, qui reconnaît le rôle des organisations régionales dans le maintien de la paix et de la sécurité tout en maintenant l'articulation avec le Conseil de sécurité pour les actions coercitives. Au Sahel, cette réflexion rejoint les initiatives autour de

REPÈRES

31 décembre 2023 :
Retrait achevé

Près de 13 000
Casques bleus retirés

Plus de 270
Morts en dix ans

l'AES et de sa Force unifiée, de même que de la CEDEAO et de l'Union africaine avec la Force africaine en attente. Ces réponses traduisent une volonté de reprise en main régionale, mais restent confrontées aux défis du financement, du commandement, du renseignement, de la logistique, de la coordination, de la redevabilité et de la protection des populations. Bakary Sambe, spécialiste de l'extrémisme violent, juge nécessaire un nouveau modèle africain de stabilisation, à condition de rompre avec les logiques qui ont conduit les précédents dispositifs à l'échec. Selon lui, les difficultés de la MINUSMA ne tenaient pas seulement au mandat ou aux moyens, mais

aussi à une coupure progressive avec les réalités communautaires.

Relais Bakary Sambe estime que le nouveau modèle africain de stabilisation ne doit pas seulement être plus proche du terrain. Il doit rompre avec les logiques exogènes, mutualiser les capacités africaines existantes, gagner en agilité opérationnelle et faire suivre chaque opération militaire d'une présence étatique visible et bienveillante. Il rappelle aussi que l'AES et la CEDEAO ne se parlent presque plus, alors que les pays de la région ont « un destin lié sur le plan sécuritaire ». « La réponse militaire non accompagnée crée précisément les conditions de sa propre inefficacité », prévient-il. Soumaïla Lah, analyste en gouvernance et sécurité, souligne que le départ de la MINUSMA a aussi laissé un vide économique, d'assistance et de médiation. Les opérations militaires doivent, selon lui, être suivies du retour des agents de l'État, de la justice et des services techniques, faute de quoi la sécurité res-

tera perçue comme une force d'occupation temporaire plutôt que comme un service public. Selon l'analyste en gouvernance, le Mali ne peut pas se stabiliser sans lier sécurité, développement et gouvernance. « Une victoire purement militaire est une illusion géopolitique », affirme-t-il. Le nexus humanitaire – paix – développement lui paraît encore largement théorique. Il plaide pour une appropriation nationale de cette approche, afin que chaque succès sécuritaire devienne une opportunité de développement partagé et de justice de proximité.

Stabilisation Alassane Maïga rejoint cette lecture en rappelant que les réponses militaires restent « un traitement symptomatique ». Selon lui, elles ne peuvent garantir une paix positive sans agir sur la rupture du contrat social, la mauvaise gouvernance, les inégalités sociales et les injustices institutionnelles. Il insiste aussi sur la nécessité de reconstruire la cohésion verticale autour de l'État de droit, ainsi que la cohésion horizontale entre communautés. Les mécanismes traditionnels de médiation doivent, à ses yeux, constituer « la clé d'entrée de toute approche de résolution des conflits », à condition d'être renforcés sans que l'on s'y substitue. Au Mali, comme dans le reste du Sahel, la réponse militaire est nécessaire face aux groupes armés, mais elle ne suffit pas à stabiliser durablement les territoires. La protection des civils, le retour des services publics, la justice, le dialogue local et la relance économique sont essentiels. La Journée internationale des Casques bleus rappelle l'engagement des personnels onusiens tout en relançant le débat sur des modèles capables d'articuler sécurité, gouvernance et réponses régionales. ■

3 QUESTIONS À



BAKARY SAMBE

Spécialiste de l'extrémisme violent

1 Le Sahel a-t-il besoin d'un nouveau modèle ?

Oui. Mais à condition que ce nouveau modèle rompe avec les logiques qui ont conduit les précédents à l'échec. La MINUSMA n'a pas connu toutes ses difficultés faute de moyens ou de mandats suffisants. Elle a aussi eu ces difficultés parce qu'elle s'est progressivement coupée des réalités communautaires, dans un espace institutionnel qui ne correspondait plus aux dynamiques de terrain.

2 AES, CEDEAO, UA : une réponse commune est-elle possible ?

La question est légitime, mais elle bute sur une contradiction structurelle majeure. L'AES et la CEDEAO ne se parlent plus, ou presque. Cela dit, la complémentarité reste possible. Elle doit émerger d'une reconnaissance mutuelle des intérêts convergents. Aucun des trois ensembles n'a intérêt à la contagion de l'instabilité sahélienne vers les pays côtiers. Les pays de la région ont un destin lié sur le plan sécuritaire.

3 Comment éviter de nouvelles radicalisations ?

La réponse militaire non accompagnée crée précisément les conditions de sa propre inefficacité. Il faut prendre en compte les réalités locales, les dynamiques communautaires, les conflits fonciers préexistants et les tensions intercommunautaires. Chaque opération militaire doit s'accompagner immédiatement d'une présence étatique visible et bienveillante, avec des services de base, de la justice et un dialogue continu.

SIERRA LEONE : LA SORTIE PRÉPARÉE DES CASQUES BLEUS

La Sierra Leone est l'un des exemples les plus solides d'un retrait onusien suivi d'une stabilisation durable. Après l'UNAMSIL, le pays n'a pas échappé aux fragilités, mais il a évité le retour à la guerre.

MASSIRÉ DIOP



En Sierra-Léone, le départ de la mission onusienne s'est opéré en douceur.

Déployée en 1999, l'UNAMSIL, la Mission des Nations unies en Sierra Leone, avait été chargée d'accompagner la sortie d'une guerre civile marquée par les massacres, les déplacements forcés, les amputations et l'effondrement de l'autorité publique. Elle a appuyé le désarmement des combattants, le retour progressif de l'État, l'organisation d'élections et la restauration d'un minimum de confiance entre les institutions et les populations. Son départ, en décembre 2005, n'a pas pris la forme d'une rupture brutale. La mission a été relayée par l'UNIOSIL, le Bureau intégré des Nations unies en Sierra Leone,

chargé d'appuyer la consolidation de la paix, les institutions démocratiques, la justice, les droits humains, la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité.

Relais institutionnel La principale force de cette expérience tient à cette continuité. Les Casques bleus sont partis, mais l'accompagnement civil, politique et institutionnel est resté. Ce passage d'une mission de paix à un bureau intégré a réduit le risque de vide sécuritaire et administratif, tout en permettant aux autorités nationales d'assumer progressivement davantage de responsabilités, dans un pays encore marqué par la méfiance et les destructions de la guerre. Ce relais a surtout évité que l'État soit laissé seul au moment le plus délicat de la transition. La Sierra Leone n'était pourtant

pas sortie de toutes ses difficultés. Le pays restait pauvre, les jeunes manquaient d'emplois, les institutions demeuraient fragiles et les blessures sociales de la guerre étaient profondes. Mais l'essentiel a été préservé. Le conflit n'a pas repris à grande échelle, les élections ont continué à structurer la vie politique et les forces nationales ont peu à peu occupé l'espace laissé par la mission. Cette trajectoire montre qu'un retrait onusien ne réussit pas seulement parce qu'une opération s'achève officiellement. Il réussit lorsque le départ est préparé, accompagné et relayé par des institutions capables de protéger, d'arbitrer et de servir. En Sierra Leone, la fin de l'UNAMSIL n'a donc pas marqué la fin de l'appui international, mais son changement de forme. La transition s'est poursuivie par un soutien plus politique que militaire, afin de consolider les acquis de la paix et d'éviter que les fragilités de l'après-guerre ne rouvrent la voie au conflit. ■

CASQUES BLEUS AU MALI : APRÈS LA MINUSMA, QUEL RELAIS ?

La Journée internationale des Casques bleus intervient dans un contexte où le Mali a tourné la page de la MINUSMA sans sortie de crise sécuritaire. Entre opérations onusiennes, forces africaines et mécanismes régionaux, le débat porte désormais sur le modèle de stabilisation le plus adapté au Sahel.

Repères clés 1

29 mai : Journée internationale des Casques bleus

2013 : Déploiement de la MINUSMA au Mali

2023 : Fin du mandat et retrait progressif

31 décembre 2023 : Départ achevé de la mission

Mandat des opérations de paix 2

Protéger les civils

Appuyer les processus politiques

Soutenir les institutions nationales

Contribuer à la stabilisation des zones de crise

Limites au Mali 3

Menace terroriste mobile et asymétrique

Territoires difficiles à contrôler durablement

Mandat onusien souvent jugé insuffisant face au terrorisme

Défiance croissante entre autorités maliennes et mission internationale

Cadre juridique 4

Chapitre VII : Action décidée par le Conseil de sécurité face à une menace contre la paix

Chapitre VIII : Rôle possible des organisations régionales

Toute action coercitive régionale reste liée à l'autorisation du Conseil de sécurité

Pistes africaines 5

Force unifiée de l'AES

Force attendue de l'Union africaine

Initiatives de la CEDEAO contre le terrorisme

Coopérations bilatérales et sous-régionales renforcées

Conditions de réussite 6

Mandat clair

Financement durable

Renseignement efficace

Logistique solide

Protection des civils

Lien entre sécurité, gouvernance et développement

KOWBEYE!



CHAQUE SAMEDI | 20H15

T M 1

La télé qui vous allume !

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

INTÉGRATION AFRICAINE : LE DÉFI DU PASSAGE DES AMBITIONS À LA RÉALITÉ

Célébrée du 25 au 31 mai, la Semaine nationale de l'Intégration africaine remet au centre des débats les ambitions d'unité et de libre circulation sur le continent. Mais, entre impératifs sécuritaires et difficultés de circulation, l'intégration africaine est encore confrontée à plusieurs défis sur le terrain.

MOHAMED KENOVI

Placée cette année sous le thème « L'éducation et la culture de l'eau pour garantir le bien-être des populations au Sahel », la Semaine nationale de l'Intégration africaine a été lancée le 25 mai 2026 à Bamako à travers la traditionnelle cérémonie de montée des couleurs africaines au Monument de la Tour de l'Afrique, présidée par le Premier ministre, le Général de division Abdoulaye Maïga. Comme chaque année, cette semaine dédiée à l'intégration du continent met en avant les idéaux de coopération entre États africains, de libre circulation des personnes et des biens, ainsi que de rapprochement entre les peuples. Pourtant, sur le terrain, la réalité est souvent plus complexe. Pour de nombreux voyageurs, commerçants ou transporteurs opérant dans l'espace ouest-africain, les déplacements entre pays voisins sont encore marqués par de multiples contraintes. Contrôles routiers répétitifs, formalités douanières ou encore coûts supplémentaires continuent d'alourdir la circulation sur plusieurs corridors régionaux.



L'intégration africaine demeure toujours un défi majeur.

confrontés à un équilibre difficile entre intégration et sécurité. « Les frontières restent un enjeu sensible en Afrique parce qu'elles touchent directement à la souveraineté des États », explique Oumar Sidibé, analyste politique spécialisé dans les questions d'intégration régionale. « Même si les pays africains défendent l'intégration dans les discours, chaque État cherche aussi à protéger ses intérêts sécuritaires, économiques et politiques », poursuit-il.

souhaitent encourager l'intégration régionale, mais dans le même temps, ils renforcent les dispositifs de contrôle », analyse la même source. À cela s'ajoutent également les tensions diplomatiques ponctuelles entre certains pays africains, les occupations migratoires ou encore les difficultés d'harmonisation des politiques administratives et douanières. Résultat : malgré les avancées enregistrées ces dernières années dans certains espaces régionaux, la libre circulation est encore incomplète dans sa mise en œuvre concrète.

Intégration des peuples malgré tout Malgré ces difficultés, les échanges entre populations africaines continuent néanmoins de se développer au quotidien. Dans plusieurs régions du continent, les activités commerciales transfrontalières sont particulièrement dynamiques, tout comme les mobilités liées aux études, à la culture ou aux liens familiaux. Dans les zones frontalières notamment, de nombreuses communautés vivent déjà une forme d'intégration pratique qui dépasse parfois les contraintes administratives.

Les frontières restent un enjeu sensible en Afrique parce qu'elles touchent directement à la souveraineté des États.

Ce contraste entre les ambitions politiques et les réalités du terrain illustre l'un des principaux paradoxes de l'intégration africaine : celui d'un continent qui prône l'ouverture, mais où les frontières sont encore fortement présentes dans le quotidien des populations.

Impératifs sécuritaires et ambitions d'ouverture Selon plusieurs analystes des questions régionales, les États africains sont aujourd'hui

Le contexte sécuritaire actuel, notamment dans le Sahel, contribue largement à cette prudence des États. Face à la menace terroriste, aux trafics transfrontaliers ou encore à la criminalité organisée, plusieurs pays renforcent davantage leurs mécanismes de surveillance et de contrôle aux frontières. « Les autorités privilégient souvent le renforcement des contrôles pour des raisons sécuritaires. Cela crée une forme de paradoxe : les États

EN BREF

AL ARABIYA RETIRÉE DES BOUQUETS AUTORISÉS

La Haute Autorité de la Communication a ordonné le 19 mai 2026 le retrait d'Al Arabiya des bouquets des distributeurs autorisés au Mali. La décision vise un reportage diffusé le 8 mai par la chaîne saoudienne, et relayé par Al Hadath, consacré au camp d'Amachach, dans la région de Kidal. Selon la HAC, le sujet présentait ce site comme passé sous le contrôle du Front de libération de l'Azawad et du JNIM, après un repli des Forces armées russes. L'organe de régulation reproche au reportage d'avoir évoqué un accord avec des groupes armés sans source officielle malienne ni version contradictoire. La décision relève aussi l'exposition de militaires captifs, filmés sans protection de leur identité. Avant Al Arabiya, RFI, France 24, France 2, LCI et TV5 Monde avaient déjà été visées par la HAC. Avant cette mesure, le gouvernement avait déjà protesté auprès de l'Arabie saoudite contre les informations diffusées. Les distributeurs concernés doivent retirer la chaîne jusqu'à nouvel ordre. ■

En Afrique de l'Ouest, les États tentent par ailleurs de préserver les acquis de l'intégration régionale, malgré la fragmentation récente de la CEDEAO, consécutive au retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger, effectif depuis le 29 janvier 2025. Selon plusieurs observateurs, l'intégration du continent ne pourra cependant pas devenir pleinement effective sans une amélioration concrète des conditions de circulation entre les pays africains. « L'intégration avance, mais elle est encore incomplète dans sa mise en œuvre concrète », estime M. Sidibé. Selon lui, le défi pour les États africains sera désormais de parvenir à concilier les impératifs de sécurité avec une circulation plus fluide des personnes et des biens. ■



MAME DIARRA DIOP

« Le journalisme mène à tout, à condition d'en sortir »

Dans « Mali : Chroniques d'une journaliste citoyenne du monde », publié aux Éditions La Sahélienne, Mame Diarra Diop revient sur un parcours qui traverse la presse écrite, la radio, la télévision, le numérique et le journalisme institutionnel. Ancienne de RFI, du Journal du Mali et de Mikado FM, elle y interroge la désinformation, la place des femmes, la formation et l'avenir de la presse malienne.

PROPOS RECUEILLIS PAR MOHAMED KENOVI

Votre livre est né après le départ de la MINUSMA en fin 2023 et lors d'un séjour à Washington. Cette distance a-t-elle changé votre regard ?

Effectivement, ce livre a pris forme dans un moment de recul. J'ai quitté Bamako en octobre 2024 pour un fellowship de recherche à Washington et c'est là que j'ai eu l'idée d'écrire ces chroniques. La distance aide à ne pas subir l'urgence du quotidien, à regarder le

Mali de loin et à analyser les événements avec plus d'objectivité, dans cette exigence de neutralité qui doit guider tout journaliste. Vous avez traversé plusieurs médias. Quelle expérience vous a le plus marquée ?

J'ai commencé par la presse écrite à Paris, puis la radio, la télévision, le digital et Mikado FM. La presse écrite m'a formée, la radio m'a perfectionnée. J'ai moins aimé la télévision, à cause du stress de l'image. À Mikado FM, nous parlions à des communautés reculées, en plusieurs langues. Il fallait éviter les clichés, rester factuel et restituer leurs réalités sans simplification.

Qu'est-ce qui menace le plus le journalisme malien aujourd'hui ?

Le journalisme au Sahel est confronté à l'insécurité, aux pressions politiques, au manque de moyens, aux réseaux sociaux, à la désinformation et à la perte de confiance. Des journalistes sont menacés, emprisonnés ou disparaissent. D'autres s'autocensurent. La question est donc de savoir comment continuer à produire un journalisme de qualité dans un contexte aussi volatil.

Pourquoi ce chapitre sur les femmes dans la presse ?

J'ai toujours voulu que les femmes gagnent en visibilité. Pour moi, il n'y a pas de femmes journalistes ou d'hommes journalistes, il y a des journalistes. À APPEL-Mali, j'ai initié des formations pour que mes consœurs s'affirment, occupent des postes de responsabilité et créent leurs propres médias. J'aimerais voir demain une femme à la tête de la Maison de la presse du Mali.

Quelle priorité pour les jeunes journalistes ?

La formation. Il faut maîtriser l'écriture, le numérique, l'intelligence artificielle et les langues qui ouvrent aux couvertures internationales. Il faut aussi rester curieux, sortir de sa zone de confort et comprendre que le journalisme mène à tout, à condition qu'on veuille bien en sortir. ■

CANAL+

EN MAI, NE SOYEZ PAS HORS-JEU



LE DECODEUR HD

1000

FCFA TTC*

PARABOLE + INSTALLATION OFFERTES

TOUTES LES CHAÎNES

+ DSTV ENGLISH PLUS

2000

FCFA TTC**

POUR DE PLUS SUR VOTRE REABONNEMENT

*Offre valable du 30 avril au 31 mai 2026 dans la limite des stocks disponibles, pour tout nouvel abonnement à partir de deux (2) mois à la formule ACCESS. Parabole et installation offertes. Voir tarifs et conditions après votre dernier appel agréé.

**Offre valable du 30 avril au 31 mai 2026. Réabonnez-vous à votre formule actuelle en ajoutant 2000 FCFA, et profitez de toutes les chaînes et de l'option DSTV ENGLISH PLUS pendant 30 jours. Offre valable 1 seule fois sur la période.

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BAD : LEVER LES OBSTACLES À UN FINANCEMENT SOUVERAIN

Les assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement se tiennent du 25 au 29 mai 2026. Dans un monde plus que jamais fragmenté, l'Afrique doit chercher les ressources pour financer son propre développement.

FATOUMATA MAGUIRAGA

À Tinkélé, au Congo-Brazzaville, plus de 3 000 délégués venus des 81 pays membres de la BAD se penchent sur les leviers capables de réduire le déficit de financement du développement africain. Le thème retenu, « Mobiliser les ressources à grande échelle pour le financement du développement de l'Afrique dans un monde fragmenté », traduit une urgence centrale pour le continent. Les besoins augmentent alors que les marges budgétaires restent étroites. L'Afrique doit financer l'énergie, la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique, les infrastructures et l'emploi d'une population en forte croissance. Le déficit annuel de financement est estimé à 400 milliards de dollars, dans un contexte de tensions sur les chaînes d'approvisionnement, de hausse des risques et de recul de certains appuis extérieurs.

Déficit de financement annuel :

400 milliards de dollars

Marché unique Zlecaf :

1,4 milliard de personnes

Ressources solaires mondiales :

60%

2025. Le neuvième Président de l'institution défend une nouvelle architecture financière africaine pour le développement, destinée à mieux mobiliser les ressources du continent et à accroître l'effet de levier des financements disponibles. Son ambition est que « chaque dollar soit multiplié par dix ». La reconstitution du Fonds africain de développement, FAD-17, en décembre 2025, avec une mobilisation annoncée à 11 milliards de dollars, constitue un signal important. Ce guichet concessionnel de la BAD soutient les pays africains à faible revenu ou fragiles par des dons et des prêts à des conditions préférentielles.

Potentiel à exploiter L'enjeu est de

transformer les ressources africaines en capacités de financement rapides, accessibles et moins coûteuses. Le continent dispose d'atouts considérables. Le fleuve Congo, long d'environ 4 700 kilomètres, porte un potentiel hydroélectrique estimé à 150 000 MW, soit près de 37% du potentiel africain. À cela s'ajoutent les minerais stratégiques liés à la transition énergétique, près de 60% des meilleures ressources solaires mondiales et le marché unique de 1,4 milliard de personnes ouvert par la Zlecaf. Mais ces atouts ne produiront leurs effets que si les infrastructures, l'énergie, la transformation locale et l'intégration commerciale progressent. Les assemblées de Tinkélé devront préciser comment passer du potentiel au financement, puis aux projets capables de soutenir l'industrialisation, l'emploi et la souveraineté économique africaine. ■



La BAD en quête de financements pour plus de souveraineté.

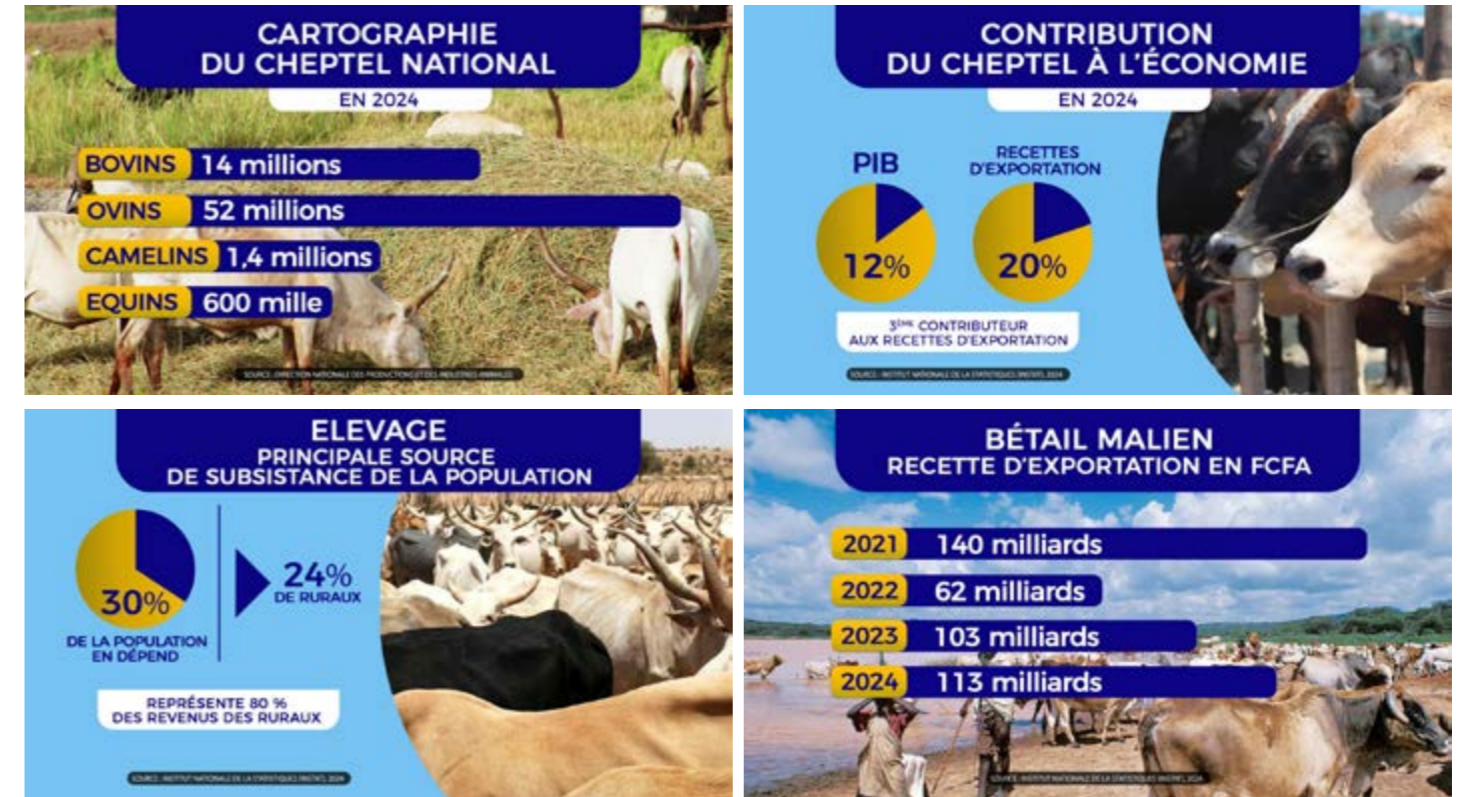
EN BREF

EMPLOI : LA CEA ORGANISE LE PREMIER FORUM SUR L'IMPACT DU DÉVELOPPEMENT

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) organise le premier Forum africain sur l'impact du développement (ADIF) du 11 au 12 juin 2026 à Addis-Abeba. L'objectif est de traduire les données en actions concrètes afin de relever les défis liés à l'emploi en Afrique. Placé sous le thème « Meilleures pratiques et innovation pour la création d'emplois en Afrique », le forum réunira des décideurs politiques, des partenaires financiers, le secteur privé, des chercheurs et de jeunes entrepreneurs afin d'accélérer la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur de l'emploi en Afrique. Malgré l'existence de politiques et de stratégies pour l'emploi, leur mise en œuvre demeure limitée et insuffisamment financée. C'est pour combler ce décalage entre les ambitions et les actions concrètes que l'ADIF 2026 vise à créer un espace de coordination des initiatives en faveur de l'emploi, en tenant compte des réalités et du potentiel de l'emploi en Afrique. L'agriculture reste le principal secteur d'emploi en Afrique, représentant environ 50,5% des emplois. La part de l'emploi formel varie de 40,2% en Afrique australe à 90% en Afrique centrale, orientale et occidentale. ■

TABASKI LE DIFFICILE PARCOURS DES MOUTONS

Les difficultés d'approvisionnement du marché en raison des conditions sécuritaires renchérissent particulièrement le prix d'achat des moutons. Entre défis et perspectives, la filière bétail cherche un second souffle. Ces données ont été diffusées dans l'émission Entreprendre sur TM1 le 26 mai 2026.



MALINNOV
Présenté par Aminata Keïta

CHAQUE JEUDI
19H15

TM1
La télé qui vous allume !

Corridor Dakar-Bamako Le trafic routier sous pression

L'Union des routiers du Sénégal a appelé le 20 mai 2026 les chauffeurs à suspendre les trajets commerciaux vers le Mali, après une série d'attaques armées visant des camions sur le corridor Dakar - Bamako. L'organisation demande aux conducteurs de rebrousser chemin ou d'immobiliser leurs véhicules en attendant de meilleures garanties de sécurité. Cette décision intervient alors que les convois de marchan-

dises et de carburant sont régulièrement ciblés depuis l'intensification des attaques attribuées au JNIM sur les axes d'approvisionnement du Mali. Au moins une dizaine de véhicules ont été incendiés lors des récentes attaques, tandis qu'environ une cinquantaine de chauffeurs et apprentis auraient perdu la vie au Mali, selon les données disponibles. Le corridor Dakar - Bamako est vital pour le Mali, pays

enclavé dépendant des ports régionaux pour ses importations. Le Mali est aussi le premier client africain du Sénégal. En 2024, les exportations sénégalaises vers le marché malien ont atteint environ 802,75 milliards de francs CFA, soit 26,5% des exportations totales du Sénégal et plus de la moitié de ses ventes vers l'Afrique. Ce corridor transporte des produits sensibles comme le carburant, le ciment et plusieurs

biens de consommation, ce qui rend toute interruption rapidement visible sur les marchés et dans les stations-service. Une suspension prolongée pourrait ralentir l'approvisionnement en carburant, riz, sucre, huile, farine et matériaux de construction. Elle risquerait aussi d'augmenter les coûts de transport, de retarder les livraisons et d'accroître la pression sur les prix, notamment en cette période de Tabaski. ■

HYGIÈNE MENSTRUELLE : BRISER LES TABOUS

La Journée mondiale de l'Hygiène menstruelle, célébrée le 28 mai et lancée en 2014 par l'ONG WASH United, vise à briser les tabous et à promouvoir l'accès à une hygiène digne pour les femmes et les adolescentes. Au Mali, où la précarité menstruelle affecte la santé, la dignité et la scolarité de nombreuses filles, plusieurs organisations multiplient les actions de sensibilisation et de soutien.

FATOUmata MAGUIRAGA



La précarité menstruelle est l'une des causes majeures de la déscolarisation de nombreuses filles.

La précarité menstruelle est « un phénomène bien trop courant » au Mali, selon Plan International. Des difficultés d'accès aux produits hygiéniques à l'absence d'installations adaptées, notamment l'eau, l'assainissement et les espaces sûrs, la gestion des règles est problématique pour de nombreuses filles. À cela s'ajoute la difficulté de jeter correctement les protections usagées, ce qui pousse certaines élèves à rester à la maison pendant leurs menstruations. À travers le monde, des centaines de millions de femmes et de filles peinent encore à disposer de protections menstruelles, de sous-vêtements propres, d'antidouleurs ou de toilettes sûres pendant leurs règles. Parmi les freins à l'édu-

cation des filles figurent aussi la pauvreté, les discriminations, les violences sur le chemin ou à l'école, les mariages d'enfants et la faible application des textes censés les protéger.

À travers le monde, des centaines de millions de femmes et de filles peinent encore à disposer de protections menstruelles.

Déficit d'information Une étude menée par l'UNICEF en 2019 dans les communes de Kati et Bandiagara a révélé que 91% des filles ne changent pas de serviette hygiénique pendant toute la journée à l'école et que jusqu'à 20% des élèves manquent au moins un cours à cause de leurs règles.

En outre, 60% n'avaient reçu aucune information sur les menstruations avant leurs premières règles. Ce déficit d'information, aggravé par l'insuffisance d'infrastructures adaptées, accroît l'anxiété et le stress liés à cette période. Les acteurs du secteur préconisent la réduction du coût des serviettes hygiéniques, l'éducation sur le cycle menstruel, la lutte contre les tabous et les discriminations, ainsi que l'intégration de l'hygiène menstruelle dans les programmes de santé et d'éducation. Les structures engagées dans ce domaine doivent également être soutenues, afin d'élargir l'accès aux protections, à l'information et à des espaces scolaires plus adaptés, y compris en milieu rural et dans les zones vulnérables. Commémorée le 28 mai, en référence au cycle menstruel

moyen de 28 jours et aux cinq jours de règles, cette journée rappelle que les menstruations ne doivent plus être un facteur de honte, d'absence scolaire ou d'exclusion. Elle invite à briser le silence et à promouvoir des solutions accessibles et durables. ■

EN BREF

HAJJ 2026 : PLUS DE 1,5 MILLION DE PÈLERINS



Les pèlerins venus du monde entier ont convergé le 26 mai 2026 vers le Mont Arafat, en Arabie saoudite. Correspondant au neuvième jour de Dhoul Hijja, dernier mois du calendrier musulman, cette journée marque une étape essentielle du grand pèlerinage. À cette occasion, le Mont Arafat a accueilli cette année plus de 1,5 million de fidèles. Pour le Hajj 2026, les autorités saoudiennes ont annoncé l'arrivée de plus de 1 500 000 pèlerins en provenance de l'extérieur du pays. Arrivés dès l'aube, les fidèles musulmans, vêtus de deux tissus blancs non cousus pour les hommes, passent la journée à invoquer, prier et méditer. Malgré les tensions au Moyen-Orient, les autorités saoudiennes indiquent que l'affluence a dépassé celle de l'année dernière, alors que les températures devraient atteindre 47°C. Afin d'assurer la sécurité des pèlerins, les dispositifs logistiques, sanitaires et sécuritaires ont été renforcés. L'Arabie saoudite a également accueilli 2 500 invités venus de 104 pays dans le cadre du programme des invités du Serviteur des deux Saintes Mosquées pour le Hajj, l'Omra et les visites. Ce contingent comprend 1 300 érudits et personnalités islamiques, 200 pèlerins du Liberia, ainsi que 1 000 membres des familles des martyrs et blessés soudanais. Au Mali, 13 323 pèlerins étaient attendus pour le Hajj 2026, dont 2 000 relevant de la filière gouvernementale et 11 323 inscrits à travers les agences privées. ■

SÉNÉGAL : LA FIN DU POUVOIR PARTAGÉ

Le limogeage d'Ousmane Sonko, le 22 mai 2026, suivi de la dissolution du gouvernement, a donné une dimension institutionnelle à la rupture avec Bassirou Diomaye Faye. Le Sénégal entre dans une phase délicate, marquée par la pression du Parlement, les tensions au sein du Pastef et les contraintes économiques.

MASSIRÉ DIOP



La rupture entre Diomaye et Sonko donnera-t-elle lieu à une "guerre fratricide" ?

Depuis leur arrivée au pouvoir en 2024, les deux hommes incarnent une architecture politique rare. Diomaye détenait la légitimité présidentielle issue des urnes, Sonko conservait la légitimité militante, populaire et partisane qui avait porté le Pastef. Cette répartition pouvait tenir tant que le duo parlait d'une même voix. Elle devenait difficile dès lors que les arbitrages sur la dette, les discussions avec le FMI, les subventions, le coût de la vie et le rythme des réformes faisaient apparaître deux centres de décision. La rupture ne concerne donc pas seu-

lement un Premier ministre écarté. Elle emporte le gouvernement sortant, chargé d'expédier les affaires courantes, et ouvre une recomposition plus large. Le 24 mai, la démission d'El Malick Ndiaye de la présidence de l'Assemblée nationale a déplacé la crise vers le Parlement. Réintégré comme député, Ousmane Sonko a été élu, le 26 mai, président de l'Assemblée nationale avec 132 voix favorables. L'ancien chef du gouvernement dispose désormais d'une base de pouvoir moins dépendante du palais et davantage adossée à la majorité parlementaire.

Iran - États-Unis Les discussions progressent

Les négociations entre les États-Unis et l'Iran avancent autour d'un schéma d'accord destiné à réduire les tensions dans le Golfe, sans conclusion annoncée. Le cadre reste fragile et réversible, les deux capitales reconnaissant des progrès sans présenter de texte finalisé. Le dispositif évoque une prolongation de soixante jours du cessez-le-feu, la réouverture du détroit d'Ormuz, des garanties de navigation et une reprise limitée du trafic maritime. Cette période doit aussi permettre de poursuivre les échanges sur les sanctions et les fonds iraniens gelés. Washington dit rechercher un accord acceptable, tout en maintenant d'autres options en cas d'échec. Téhéran recon-

naît des avancées, mais affirme que plusieurs points restent ouverts, notamment les garanties de sécurité et la place de l'enrichissement nucléaire. Cette fragilité explique le rôle des médiateurs régionaux. Le Qatar sert de canal politique et financier, tandis qu'Oman, médiateur de longue date, est associé aux discussions sur la sécurisation d'Ormuz. Le 25 mai, des responsables iraniens de haut rang se sont rendus à Doha dans le cadre de ces échanges. Ces avancées se heurtent à la réserve d'Israël, qui redoute un accord laissant à l'Iran une capacité nucléaire trop large et une marge militaire élevée. ■

Les répliques se lisent aussi dans l'appareil public. Mouhamed Abdallah Ly, Elhadji Ndane Diagne et Khadija Mahécor Diouf ont annoncé leur départ de fonctions publiques, signe que la fracture atteint les cercles proches du Pastef. À l'UCAD, des étudiants ont même salué le limogeage de Sonko, l'accusant d'avoir endossé, une fois au pouvoir, une réponse sécuritaire qu'il dénonçait lorsqu'il était opposant. L'histoire sénégalaise donne du relief au moment actuel. De la crise Senghor - Mamadou Dia aux ruptures Abdoulaye Wade - Idrissa Seck, Abdoulaye Wade - Macky Sall ou Macky Sall - Aminata Touré, la Primature a souvent servi de variable d'ajustement présidentielle. Macky Sall l'avait supprimée en 2019, avant de la rétablir en 2021. La nouveauté tient au fait que Diomaye et Sonko viennent du même récit politique. Leur rupture intervient dans un pays habitué aux alternances pacifiques, mais sensible aux blocages institutionnels lorsque la majorité se fissure. Elle met aussi à l'épreuve la capacité du nouveau pouvoir à gouverner sans transformer ses divergences internes en crise ouverte et durable. Sans compromis clair, la rivalité pourrait dépasser le duel personnel et devenir une crise de coalition au sommet de l'État. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT : BAKOU FACE AU CLIMAT

Le 5 juin 2026, Bakou accueillera la Journée mondiale de l'Environnement, portée par le Programme des Nations unies pour l'Environnement. L'édition 2026, centrée sur l'action climatique, intervient après la COP29 organisée en Azerbaïdjan et dans un contexte marqué par la montée des températures, les vagues de chaleur, les incendies, la fonte des glaciers et l'élévation du niveau des mers. Le PNUE estime que les politiques actuelles sont insuffisantes pour maintenir le réchauffement dans les limites de l'Accord de Paris. Célébrée chaque année depuis 1973, cette journée est devenue la principale plateforme mondiale de mobilisation environnementale, avec des actions menées dans plus de 150 pays. Son intérêt tient à sa capacité à relier décisions publiques, entreprises, collectivités et citoyens autour d'objectifs concrets. Le choix de Bakou démontre aussi la question sensible de la transition dans les pays producteurs d'énergie. L'enjeu est de montrer comment réduire les émissions, protéger la biodiversité, restaurer les écosystèmes et adapter les sociétés aux chocs climatiques déjà visibles. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

KOULIKORO : DES TRAVAUX POUR SÉCURISER L'AXE NÉGUÉLA - SORIBOUGOU

À Négouéla, dans la région de Koulikoro, les autorités ont lancé des travaux de déboisement partiel le long de l'axe routier traversant la forêt du Baoulé. L'opération, conduite par le Génie militaire, s'inscrit dans le cadre des mesures de sécurisation des routes exposées aux risques d'embuscades et d'actes de banditisme. Les travaux consistent à élaguer et à couper certains arbres situés aux abords immédiats de la chaussée. Selon les autorités, l'objectif est d'améliorer la visibilité sur cet axe, de réduire les zones de couverture pouvant être utilisées par des groupes armés et de faciliter les interventions des forces de défense et de sécurité. La présence d'engins lourds sur le terrain pourrait entraîner des perturbations temporaires de la circulation. Les usagers sont invités à faire preuve de prudence et à respecter les consignes données pendant toute la durée des travaux. ■

LIGUE 1 PRO : LE DJOLIBA AC PROCHE DU TITRE

À quatre journées de la fin du championnat national de Ligue 1 Pro, le Djoliba AC tient fermement les rênes du classement. Les Rouges de Bamako, déjà qualifiés pour la finale de la Coupe du Mali, se rapprochent d'un possible doublé national et pourraient être sacrés champions dès la 23ème journée, qui débute ce week-end, même si plusieurs conditions restent à réunir.

MOHAMED KENOUI



Les Rouges de Bamako en route vers le sacre.

Le sprint final du championnat débute ce dimanche 31 mai avec la 23ème journée, dans un contexte où le Djoliba AC semble plus que jamais maître de son destin. Leaders avec 50 points après 22 journées, les Rouges disposent de 8

longueurs d'avance sur le Binga FC et l'AS Réal de Bamako, tous deux à 42 points, tandis que le Stade Malien suit avec 40 unités. Mardi, face à son dauphin direct, le Binga FC, le Djoliba pourrait franchir une étape décisive vers le sacre. Une victoire rappro-

cherait considérablement les hommes de Hérémakono d'un nouveau titre national. Théoriquement, ils pourraient même être sacrés dès cette 23ème journée si, dans le même temps, l'AS Réal s'incline contre l'AS Korofina et que le Stade Malien chute face à l'USFAS.

Deux victoires pour finir le travail Une chose est néanmoins certaine : si le Djoliba s'impose lors de cette 23ème journée, une nouvelle victoire lors de la 24ème lui assurerait mathématiquement la première place, quels que soient les résultats de ses concurrents directs. Une perspective qui confirme la domination affichée par le club rouge depuis le début de la saison. À l'inverse, une victoire du Binga FC face au Djoliba, combinée à des succès de l'AS Réal et du Stade Malien, relancerait totalement le suspense dans la course au titre à trois journées de la fin. Les écarts se resserreraient alors entre les prétendants, laissant place à une fin de championnat beaucoup plus indécise. Déjà qualifié pour la finale de la Coupe du Mali face au FC Diarra, le Djoliba est plus que jamais en course pour un prestigieux doublé Championnat - Coupe. Derrière le quatuor de tête, la bataille pour le maintien est particulièrement intense. Les Onze Créateurs de Niaréla (11ème, 21 points), Afrique Football Élite (12ème, 20 points) et le FC Malicoura (13ème, 16 points) jouent gros en cette fin de saison. En revanche, l'US Bougouni, lanterne rouge avec seulement 13 points, semble désormais promis à la relégation. ■

Mali Football Awards Cap sur la 3^e édition

Bamako vibrera au rythme de la 3^e édition des Mali Football Awards, une vitrine exceptionnelle pour valoriser le rayonnement et l'avenir du football malien, les 28 et 29 mai 2026. Organisé par l'agence événementielle et de communication AK Agency, en synergie avec la Fédération malienne de football (FEMA-FOOT), et sous le parrainage du ministère des Sports, cet événement honore les figures marquantes du football malien de la saison 2025-2026. Les activités débiteront le 28 mai à l'Hôtel de l'Amitié avec une table ronde thématique, suivie le soir même de la cérémonie de remise des trophées au CICB. Le lendemain, un match de gala au stade Mamadou Konaté réunira des légendes du football national. Cette édition s'annonce particulièrement disputée. Parmi les distinctions attendues, la catégorie du meilleur joueur malien évoluant à l'étranger verra s'affronter des talents confirmés comme Lassine Sinayoko ou encore Nene Dorgeles. ■ **M.K**



CARTONS DE LA SEMAINE

Pour sa deuxième saison à Villarreal, **Pape Gueye** s'est vu décerner, le 25 mai 2026, le prix du meilleur joueur africain de l'année en Liga. Le milieu de terrain sénégalais de 27 ans devance au classement des votes Inaki Williams, l'aîné de la fratrie Williams qui évolue lui aussi à l'Athletic Bilbao, ainsi que son coéquipier, l'Ivoirien Nicolas Pepe.

Massimiliano Allegri a été limogé par l'AC Milan le 25 mai 2026, au lendemain de l'immense désillusion dans la course à la Ligue des champions. L'entraîneur italien a été licencié avec effet immédiat, tout comme le PDG Giorgio Furlani, le directeur technique Geoffrey Moncada et le directeur sportif Igli Tare.

« HÉRITAGE EN SILENCE » : TRANSMETTRE DES ÉMOTIONS

Du 13 avril au 31 juillet 2026, Leila Walet Mohamed expose « Héritage en silence » à l'Institut français du Mali. À travers silhouettes féminines, signes et matières, l'artiste plasticienne malienne propose une traversée intime autour de l'éducation des filles et des héritages transmis sans bruit.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Leila Walet exprime la voix des sans voix dans une exposition.

Leila Walet est attirée très tôt par l'art et la matière. Née à Gao, elle inscrit son travail dans la culture tamasheq, dont elle explore les formes, les symboles et les résonances. Dans cette exposition, elle ne cherche pas seulement à montrer, mais à faire ressentir. « Dès mon enfance, l'art s'est naturellement imposé dans ma vie. Je dessinais des formes avec de la boue sur les murs, ressentant le réconfort dans la texture et l'odeur de la terre », confie-t-elle. Aujourd'hui encore, ses origines, ses souvenirs et ses émotions nourrissent sa création. Dans un monde souvent saturé de paroles et d'images, elle choisit le silence comme langage. Ses toiles privilégient les traces, les couleurs profondes, les empreintes et les signes, comme si ce qui se tait pouvait parfois dire davantage que les mots. Dans cet univers, les symboles, les cou-

leurs et les matières deviennent des moyens d'expression. Ils disent l'identité, la mémoire, la transmission, mais aussi la résistance discrète de celles qui portent les héritages familiaux et culturels.

Transmission discrète mais puissante

Au cœur de l'exposition, l'éducation des filles apparaît comme un hommage aux femmes qui transmettent, protègent et prolongent la culture. Le bleu indigo des voiles touaregs évoque à la fois la beauté, l'appartenance et la profondeur du désert. L'écriture tfinagh, alphabet ancestral touareg, porte le sens et le mystère. La croix d'Agadez, symbole de protection, renvoie aux quatre points cardinaux et à l'immensité saharienne. « Leila Walet ne cherche pas à illustrer une réalité, mais à en capter les vibrations ». Dans ses œuvres, la fragilité côtoie une forme de résistance. Chaque couleur, chaque matière et chaque signe participe à une écriture visuelle personnelle, nourrie par l'intime autant que par le collectif. À travers cette démarche, la transmission se révèle autrement. Elle n'est pas toujours dite ni écrite. Elle circule dans les gestes, les regards, les silences et les matières. « Chaque faisceau de couleur renferme une histoire à partager, une émotion à saisir, une vie à immortaliser », ajoute l'artiste. L'exposition invite ainsi à ralentir le regard, à s'attarder sur les détails et à accueillir ce qui se révèle dans le silence. ■

INFO PEOPLE

MOHAMED DIABY : LA VOIX MANDINGUE ATTENDUE AU CICB

L'artiste ivoirien-malien Mohamed Diaby est annoncé en concert le 5 juin 2026 au CICB de Bamako, une scène qu'il connaît déjà pour ses grandes prestations populaires. Révélé dès 2007 par Casa Sanga, il s'est imposé avec une voix puissante, souvent décrite comme l'une de ses principales marques artistiques. Son répertoire s'appuie sur des titres comme Zouloukalanani, Tounka Seguin, Diarabi Fou, Mali Mouso ou encore Mogo Kan, portés par des sonorités mandingues, malinkés, afro-pop et acoustiques. Sur scène, Mohamed Diaby mise sur l'émotion vocale, les envolées mélodiques et l'interaction directe avec le public, ce qui explique l'attente autour de ce rendez-vous bamakois.



FATOUMATA DIAWARA : UNE SCÈNE INTERNATIONALE TOUJOURS VIBRANTE

Fatoumata Diawara, figure majeure de la musique malienne contemporaine, est annoncée au Festival Musiques Métisses d'Angoulême, du 4 au 6 juin 2026, avec une prestation programmée le 6. Chanteuse, musicienne et comédienne, elle porte une musique chantée principalement en bambara, mêlant afro-pop, folk, blues, jazz et influences mandingues. Ses titres Nterini, Sowa, Mali-ko, Désolé avec Gorillaz, ou plus récemment Sigu, ont renforcé son rayonnement international. Sur scène, elle est reconnue pour son énergie, sa voix chaude, son jeu de guitare et sa capacité à faire danser tout en portant des messages sociaux. Ses concerts sont souvent décrits comme intenses, généreux et très connectés au public.



Journal du Mali
l'Hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOUI - Fatoumata
MAGUIRAGA - Ibrahim BABY

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité
par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble
Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

